

REPUBLIQUE DU NIGER
MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE L'EQUIPEMENT
SECRETARIAT GENERAL

Avis d'Engagement Précoce du Marché (Early Market Engagement - EME)

Objet : Projet d'Intégration et de Connectivité et du Sud du Niger (P179770)

Consultation préliminaire du marché des Infrastructures de Transport.

Date : Le 04 avril 2025

1. Introduction

Le ministère des Transports et de l'Équipement souhaite engager un dialogue avec l'ensemble des acteurs du marché (entreprises et les bureaux de contrôle et surveillance) afin de recueillir des informations et des avis sur le projet relatif aux Travaux de réhabilitation et de bitumage de la Route Nationale N° 1 (RN1) Est, section Maradi-Zinder longue de 232.89 km. Cette consultation préliminaire vise à évaluer l'intérêt du marché, analyser la faisabilité et affiner la conception du projet pour garantir son succès.

2. Objectifs de la consultation

Les objectifs visés par cette démarche sont comme suit :

- Évaluer l'intérêt des acteurs du marché pour le projet proposé ;
- Recueillir des retours sur les principales exigences, les risques et les opportunités du projet ;
- Identifier les partenaires potentiels du secteur privé qui peuvent s'intéresser ;
- Optimiser la structuration du projet avant le lancement d'un éventuel appel d'offres.

3. Présentation du projet

Le Projet d'Intégration et de Connectivité du Sud-Niger (PICSN) est conçu pour appuyer le Gouvernement du Niger pour, d'une part, améliorer la connectivité des services de logistique et de transport autour du corridor de la RN1, soutenir les chaînes de valeur agricoles et le commerce sous régional. Pour faciliter les échanges économiques et le brassage inter communautaire interne et externe du Niger dans les meilleures conditions de sécurité des populations et de leurs biens à l'aide d'une fourniture de service de transport de qualité et à moindre coût, d'autre part renforcer la résilience des populations le long du corridor pour faire face à la crise sanitaire et climatique dans la zone du Projet en améliorant la chaîne de distribution et de transport, le stockage, le développement des chaînes de valeur, les moyens de subsistance et les infrastructures communautaires.

Ainsi pour atteindre l'objectifs de développement qui est d'améliorer la connectivité routière résiliente au climat et de renforcer la capacité institutionnelle pour la logistique dans le sud du Niger, le Projet interviendra dans les régions de Maradi et Zinder pour un montant de 370,6 millions USD reparti en 363,6 millions USD IDA et 7 millions USD Contribution de Contrepartie du Fonds d'Entretien Routier (FER).

Les objectifs spécifiques poursuivis par le PICSN sont :

- Réhabiliter les tronçons routiers les plus dégradés de la Route Nationale n°1 (RN1), et des routes secondaires et pistes rurales qui y sont reliées ;
- Développer la logistique multimodale résiliente pour soutenir les chaînes de valeur ;
- Assurer le renforcement institutionnel et gestion de projet.

Les résultats attendus sont :

- Les tronçons routiers les plus dégradés de la Route Nationale n°1 (RN1), et des routes secondaires et pistes rurales reliées sont réhabilités ;
- La logistique multimodale résiliente pour soutenir les chaînes de valeur est développée ;
- Le renforcement institutionnel et gestion de projet sont assurés.

Les activités financées par le projet compléteront et rechercheront des synergies avec les interventions en cours qui répondent aux besoins critiques des communautés de Maradi et de Zinder, de leurs environs ainsi que des réfugiés et des communautés hôtes. Ces interventions en cours, financées par les opérations de la Banque mondiale, visent collectivement à améliorer l'accès aux services essentiels, notamment l'électricité, l'eau, l'assainissement, la santé, l'éducation et la connectivité numérique, dans les zones rurales mal desservies. Ils se concentrent également sur la réduction de la pauvreté et la stimulation du développement économique, notamment grâce à l'agriculture. Le projet proposé s'aligne sur ces objectifs en améliorant la connectivité routière résiliente entre Maradi et Zinder et au sein du bassin de la RN1, garantissant ainsi un accès fiable à ces services.

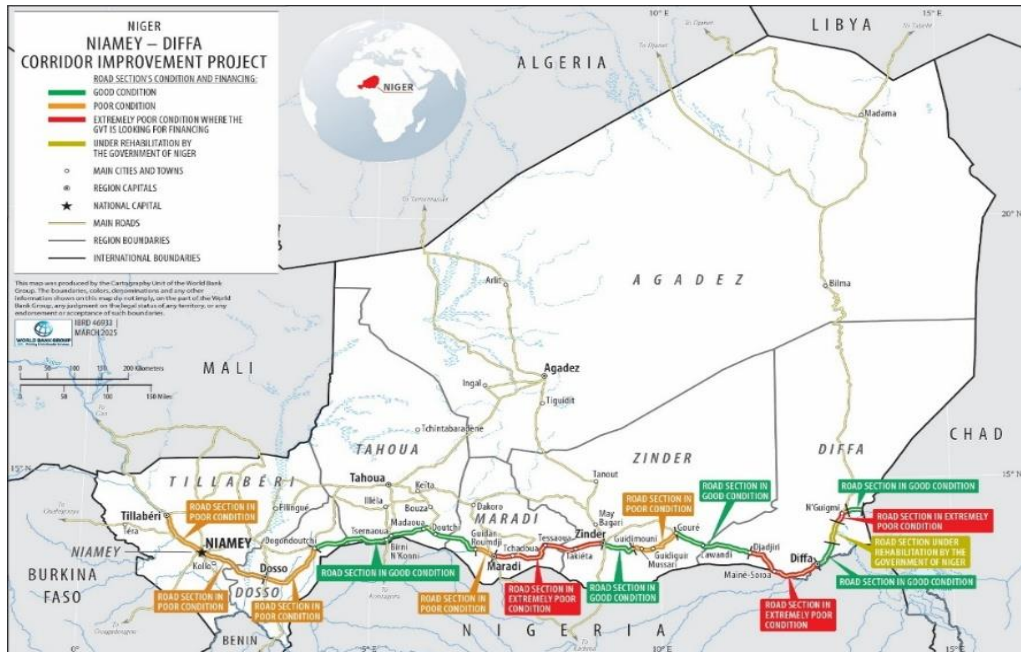
En outre, le projet proposé complétera les investissements des opérations de transport en cours tout en évitant les doubles emplois, notamment : (a) le Projet de mobilité et de connectivité rurales au Niger (PMRC) (P164498), qui finance des routes rurales dans des communes sélectionnées, notamment à Maradi et Zinder ; (b) le Projet d'amélioration de la connectivité du nord-est du Niger (PACNEN) (P171793), qui améliore la connectivité entre Zinder et Agadez ; et (c) le projet de corridor économique Lomé-Ouagadougou-Niamey (PCE-LON) (P168386), qui améliore la connectivité régionale avec le Burkina Faso et le Togo. Ensemble, ces interventions en matière de transport contribuent à renforcer la connectivité nationale et régionale, à améliorer l'accès aux marchés et aux services pour le développement socio-économique et à favoriser la résilience des infrastructures de transport tout en renforçant la capacité institutionnelle du Ministère des Transports et de l'Équipement, conformément au Programme de Résilience pour la Sauvegarde de la Patrie (PRSP).

Le PICSN s'inscrit dans une politique globale de construction et de rehabilitation des infrastructures routières contenu dans le PRSP. Il est mis en oeuvre selon une approche programmatique de plusieurs phases de financement. Le présent avis d'engagement précoce vise à publier la rehabilitation de la section Maradi-Zinder longue de 232,89 km qui constitue la première phase de ce programme.

En outre, cette première phase concernera aussi la rehabilitation/construction d'au moins 25 km de routes en terre moderne et 165 km de routes rurales.

Les prochaines phases de ce programme comprennent la rehabilitation des différentes sections de la RN1 notamment (i) les sections Niamey-Dosso longue 139 km, (ii) Dosso-Doutchi longue de 136,5 km, (iii) Guidan Roumdji -Maradi longue de 53 km, (iv) Guidimouni-Gouré longue de 97 Km, (v) Djajiri-Diffa longue de 148 km et (vi) Diffa-Nguigmi longue de 35 km ainsi que (vii) la

réalisation d'environ 400 km des routes en terre moderne et (viii)728 km des routes rurales comme indiqué sur la carte ci-dessous.



4. Risques du projet :

Les principaux risques se présentent comme suit:

-Situation économique et financière du Niger :

- Bien que le financement intérieur reste coûteux, le déficit budgétaire devrait diminuer grâce à l'augmentation des recettes, soutenues par le secteur pétrolier, et à des dépenses maîtrisées.
- La dette publique devrait baisser à 41,6 % d'ici 2027, mais des risques majeurs persistent, notamment la sécurité, la volatilité des prix des matières premières et les chocs climatiques qui pourraient affecter le secteur de la construction.

- Risques environnementaux :

- Les risques environnementaux principaux incluent la gestion des ressources, la pollution, les émissions de Gaz à Effet de Serre, les risques pour les écosystèmes et la biodiversité, ainsi que la contamination de l'eau par des produits pétroliers.
- Il existe également des préoccupations concernant la santé et la sécurité des travailleurs et des communautés locales, et la perte de végétation due aux travaux de construction.

- **Risques sociaux :**
 - e. Des défis sociaux incluent l'accès à la terre pour les femmes, la mobilité élevée de la population (réfugiés, déplacés), la pauvreté, l'analphabétisme et les risques de travail des enfants.
 - f. Des risques sont également associés à une mauvaise gestion des réinstallations involontaires, à la discrimination dans le recrutement des travailleurs et à des violences basées sur le genre.
- **Gestion des risques :**
 - g. La connaissance des procédures de sauvegarde environnementale et sociale reste insuffisante, nécessitant une meilleure expertise et une surveillance accrue.
 - h. L'insécurité dans la région pourrait affecter la mise en œuvre du projet, bien que certaines zones (comme Maradi et Zinder) ne soient pas considérées comme à haut risque. Un plan de gestion de la sécurité a été élaboré pour atténuer les risques sécuritaires.
- **Capacités institutionnelles :**
 - i. L'unité de coordination du projet ainsi que le ministère des Transports et de l'Équipement disposent d'une vaste expérience dans la gestion des projets financés par la Banque mondiale. Néanmoins, un renforcement des capacités est attendu dans la gestion des contrats et dans l'application des changements au niveau du règlement de passation des marchés, notamment dans un environnement aussi difficile.

Ce résumé présente une vue d'ensemble des défis économiques, sécuritaires, environnementaux et sociaux auxquels le Niger fait face, tout en mettant en évidence les efforts d'atténuation et les besoins en termes de gestion et de coordination du projet.

5. Modalités de participation

Les parties intéressées sont invitées à prendre part à la Réunion de l'Engagement Précoce du Marché prévue le 07 avril 2025 en virtuel et/ou en présentiel de 9h00 à 12h00 (heure du Niger)

Seules les entreprises ayant manifesté leur intérêt par courriel seront invitées et l'ordre du jour leur sera communiqué.

6. Prochaines étapes

Les informations recueillies permettront au ministère des Transports et de l'Équipement d'affiner les modalités du projet et d'adapter la stratégie d'approvisionnement. Toute procédure formelle de passation des marchés ultérieure sera communiquée par les canaux officiels.

7. Contact

Pour toute information complémentaire ou pour manifester votre intérêt, veuillez contacter : la Direction Générale des Travaux Publics et des Infrastructures du Ministère des Transports et de

l'Équipement, l'Unité de Coordination du PICSN, sise à l'avenue Djibo Bakary non loin de l'Ambassade de l'Allemagne et de l'hôtel home land, Tel : 20 73 83 63 : BP : 12 130 NIAMEY - NIGER, courriel :

pce_lon_niger@yahoo.com avec copie à danissa_sam@yahoo.fr , isboudel@yahoo.fr et dmmafakihab@gmail.com, téléphones 96876507/96037900/96667133/96887373/.

8. Remarques Importantes

La participation à cet engagement précoce du marché ne confère aucun avantage dans un processus d'approvisionnement ultérieur.

Il ne s'agit pas d'un appel d'offres ni d'un exercice de préqualification.

Toutes les informations reçues seront traitées de manière confidentielle et utilisées uniquement pour l'analyse du marché et la planification de l'approvisionnement.

Nous vous remercions pour votre participation et vos précieuses contributions.

Le Secrétaire Général du Ministère des Transports et de l'Équipement

ABDOULAYE OUMA AHMET